

EDITO+KLARTEXT 5\_6/12

EDITO+KLARTEXT 04/12

EDITO+KLARTEXT 03/12

EDITO+KLARTEXT 02/12

EDITO+KLARTEXT 01/12

EDITO+KLARTEXT 06/11

EDITO+KLARTEXT 05/11

EDITO+KLARTEXT 04/11

EDITO+KLARTEXT 03/11

EDITO+KLARTEXT 03/11 D

EDITO+KLARTEXT 03/11 F

EDITO+KLARTEXT 02/11

EDITO 01/11

EDITO 06/10

EDITO 05/10

EDITO 04/10

EDITO 03/10

EDITO 02/10

EDITO 01/10

EDITO 05/09

EDITO 04/09

EDITO 03/09

EDITO 02/09

EDITO 01/09

## L'honneur bafoué de la fille du dictateur

**Ambassadrice de l'Ouzbékistan auprès de l'Unesco, et propriétaire immobilière à Genève, Lola Karimova, fille du président de son pays a assigné le site français „Rue89” pour diffamation. Sans grande chance de succès.**

Par *André Loersch/InfoSud*

Propriétaire d'une demeure et de quelque 6000 m2 sur les bords du lac Léman, Lola Karimova-Tillyaeva, 33 ans et fille cadette du président de l'Ouzbékistan Islam Karimov, est en général discrète. Ambassadrice de son pays auprès de l'Unesco à Paris, elle ne répond pas aux médias, surtout lorsqu'ils critiquent son pays. Ce qui ne signifie pas qu'elle ne les lit pas. En France, elle a déposé plainte pour diffamation contre un article du site d'information „Rue89”, paru en mai 2010 sous le titre: „Sida: l'Ouzbékistan réprime à domicile mais parade à Cannes”.

Ce texte mentionnait la répression dont sont victimes, en Ouzbékistan, des militants de la cause antisida, parfois simplement pour „avoir distribué de l'information sur la lutte contre le sida”. Il évoquait également les galas de charité, qu'affectionnent les deux filles de Karimov, Lola et son aînée Gulnara, ambassadrice de son pays auprès des Nations unies à Genève.

„Les deux filles du dictateur Karimov”, écrivait le site „Rue89”, „poursuivent visiblement leur œuvre de blanchiment de l'image ouzbèke.” Le site français relevait qu'„après s'être payé les services de Monica Bellucci lors d'une soirée pour la modique somme de 190 000 euros, la prestation de vingt minutes, Lola avait donc figuré en bonne place lors d'un gala de charité contre le cancer, en février au palais de Versailles”.

C'est pour ce passage que Mme Karimova a assigné „Rue89” à comparaître, le jeudi 20 mai, devant le Tribunal de Paris. Selon les avocats de Mme Karimova, la proximité du terme de „blanchiment” et la mention du montant du cachet de Mme Bellucci constitueraient une diffamation publique à son encontre: le lecteur serait amené à penser que la fille du président s'adonne au blanchiment d'argent sale.

**Procès à contre-emploi.** Mais le 20 mai, l'audience s'est transformée, comme le soulignent les sites de „L'Express” et de „Rue89”, en procès de la „dictature ouzbèke”, l'organe incriminé s'attachant à démontrer que le père de Mme Karimova pouvait à bon droit être considéré comme un „dictateur”, un point pourtant mineur de la plainte déposée contre le site.

„Rue 89” s'est livré à une attaque en règle contre le régime”, écrit ainsi „L'Express” le 20 mai, évoquant les témoins cités à l'appui de la thèse du média français. Dont Mutabar Tadjibaeva, emprisonnée plus de deux ans et violée pour avoir enquêté sur les „événements d'Andijan”, lorsque le pouvoir ouzbek, en mai 2005, avait violemment réprimé des manifestations dans le sud du pays, faisant des centaines (des milliers selon certaines organisations non-gouvernementales) de victimes.

Revenant sur le motif principal de la plainte, la procureure de la République ne semble pas avoir cédé aux arguments de la défense. Citée par „Rue89”, elle aurait déclaré: „On peut dire qu'elle blanchit l'image de son pays, c'est une expression. Le papier ne dit pas qu'elle blanchit de l'argent. C'est un propos déformé par la partie civile par rapport à la citation originale. A mon sens, donc, les faits de diffamation ne sont pas constitués.” Le verdict final sera rendu le 6 juillet prochain.

De fait, si le qualificatif de „dictateur” attaché au père de Lola Karimova était diffamatoire, ses filles auraient bien du travail pour défendre leur honneur, tant l'expression est couramment utilisée dans la presse occidentale et par les organisations de défense des droits de l'homme, extrêmement critiques de l'Ouzbékistan. Human Rights Watch, par exemple, affirme que la situation des droits de l'homme en 2010 reste en Ouzbékistan „abyssale”, le régime réprimant militants de la société civile, opposants, journalistes, et pratiquant le „travail forcé des enfants” dans les plantations de coton. Le 19 mai, Reporters sans Frontières annonçait le procès contre „Rue89” avec un titre qui ne lui a pour l'instant valu aucune plainte: „Lola Karimova, fille d'un prédateur de la liberté de la presse, poursuit „Rue89”.

„Je n'ai pas reçu d'instruction dans ce sens de ma cliente”, confirme Antoine Germain, avocat de Mme Karimova dans cette affaire. „Madame Karimova reconnaît à chacun la liberté de qualifier le régime

# echt

Leben.  
Entdecken.  
Geniessen.



d'Ouzbékistan comme il l'entend. Ce qui pose problème, dans l'article de „Rue89”, c'est que sa bonne foi est mise en cause. On essaie de dire que Mme Karimova ne s'engage pas dans des œuvres de charité de bonne foi, mais uniquement pour ‚blanchir’ l'image de son pays. C'est l'accumulation des termes de ‚fille de dictateur’, ‚blanchir’, et la mention d'un cachet qui n'a jamais été versé à Mme Bellucci qui a posé problème”, souligne encore Antoine Germain.

**Répression en famille.** La situation de la liberté d'expression est dénoncée depuis longtemps en Ouzbékistan, pays dirigé de main de fer par le même homme, Islam Karimov, depuis l'indépendance de cette ancienne république soviétique, en 1991. Si les filles de M. Karimov bénéficient de positions éminentes, celui-ci ne peut pas être soupçonné d'un népotisme sans limite.

En 2006, c'est ainsi son propre neveu, Djamshid Karimov, journaliste, qui disparaissait de la circulation, pour réapparaître ensuite dans un hôpital psychiatrique du sud du pays, interné contre son gré. Aux dernières nouvelles, il serait toujours détenu dans la même institution.

Lola Karimova n'a pas donné suite à notre demande d'entretien. A l'ambassade d'Ouzbékistan à Paris, l'on nous a, en guise de réponse, raccroché au nez. Sans autre forme de procès.

*André Loersch est journaliste indépendant spécialisé sur Europe de l'Est et Asie centrale, collaborateur d'InfoSud.*

© EDITO+KLARTEXT 2011